

Pour les entreprises du 44, immatriculées à la

Je mandate le CFA :

Oui  Non



ou



- ✓ Pour demander la rédaction du contrat à l'organisme consulaire compétent  
La prestation de rédaction du contrat sera facturée 60 € maximum par la Chambre consulaire qui assure la prestation (facture adressée lors de la rédaction du contrat).
- ✓ Pour que le CFA adresse le contrat visé, directement à l'organisme consulaire concerné

Mes préférences d'envoi du contrat d'apprentissage :  courriel préciser l'adresse e-mail .....  
 Par courrier :  à l'adresse du lieu d'exécution du contrat /  Autre adresse préciser .....

Mode contractuel du contrat d'apprentissage : CDD  dans le cadre d'un CDI

**L'EMPLOYEUR** privé  public  ascendant de l'apprenti(e) : Oui  Non   
**OBLIGATOIRE : N° SIRET** de l'établissement d'exécution du futur contrat d'apprentissage : \_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_ / 000 / \_\_\_  
NOM et PRÉNOM dirigeant : ..... Dénomination Entreprise : .....  
Adresse : ..... Code postal : ..... Commune : .....  
Tél 1 : ..... / Tél. 2 : ..... Courriel : .....  
Activité principale (NAF ou APE) : ..... Nbre salariés entreprise : .....  
Convention collective applicable : ..... N° IDCC (4 chiffres) : .....

**L'APPRENTI(E)**  
NOM /NOM d'usage : ..... PRÉNOM : ..... Sexe : M  / F   
Adresse : ..... Code Postal, ..... Commune : .....  
Né(e) le (jj/mm/aaaa) : ..... à : Département (ou Pays si étranger) : ..... Commune de naissance : .....  
Nationalité : ..... Tél. : ..... Courriel : ..... @ .....  
Régime social (sécurité sociale) : URSSAF  M.S.A.  Reconnu travailleur handicapé : Oui  Non   
**Situation avant ce contrat** : Scolaire  ; DIMA (dispositif d'initiation aux métiers en alternance)  ; Etudiant  ; Contrat d'apprentissage  ;  
Contrat professionnalisation  ; Contrat aidé  ; Stagiaire formation professionnelle  ; Salarié  ; Demandeur d'emploi  ; Inactivité   
Dernière classe suivie : ..... Intitulé du dernier diplôme préparé : .....  
Dernier établissement fréquenté : .....  
Diplôme le plus élevé obtenu : ..... Date fin de scolarité : .....  
**Représentant légal, si l'apprenti(e) est mineur(e) non émancipé(e) :**  
NOM et PRÉNOM : ..... Nom d'usage : ..... Qualité : Père  ; Mère  ; Tuteur   
Adresse : ..... Code Postal, ..... Commune : ..... Tél : .....

**LE CONTRAT**  
Pour l'apprenti(e) : C'est un **Premier** contrat d'apprentissage  **Il(elle) a déjà été apprenti(e)** auparavant   
Il s'agit d'un contrat : 1<sup>ère</sup>/nouvelle formation  ; Après échec à l'examen (redoublement)  ; Après rupture (pendant cycle de formation)   
**Dates du futur contrat : Début (jj/mm/aaaa) :** ..... **Fin (jj/mm/aaaa) :** ..... **Durée (en mois) :** .....  
Travail sur **machines dangereuses** ou exposition à des risques particuliers : OUI  NON   
Nom et adresse de la **caisse de retraite complémentaire** de l'apprenti salarié : .....  
Avantages en nature à déduire du salaire brut mensuel : Oui  Non  **Si oui :** Nourriture : ..... €/jour ; Logement : ..... €/mois

**Le MAITRE D'APPRENTISSAGE**  
NOM et PRÉNOM : ..... Date de naissance : .....  
E-mail du maître d'apprentissage : ..... @ .....  
L'employeur atteste que le maître d'apprentissage remplit l'ensemble des critères d'éligibilité à cette fonction : Oui  Non   
L'employeur atteste disposer de l'ensemble des pièces justificatives nécessaires à l'enregistrement du contrat\* : Oui  Non

**La FORMATION**  
DIPLOME (CAP, BP, etc...) : ..... METIER : .....

Fait le : ..... Signature et cachet entreprise : .....

## \* LES PIECES JUSTIFICATIVES

Nous vous recommandons de conserver les documents suivants (ou copie) :

- ✓ Déclaration préalable à l'embauche
- ✓ Fiche de suivi médical
- ✓ Carte d'identité de l'apprenti
- ✓ Le titre ou diplôme détenu par le maître d'apprentissage en rapport avec la qualification visée par l'apprenti ;
- ✓ Les justificatifs d'expérience professionnelle du maître d'apprentissage ;

Et, le cas échéant :

- ✓ Autorisation de travail (par la DIRECCTE ou la Préfecture) si l'apprenti est de nationalité étrangère hors Espace économique européen
- ✓ Dérogation à la date d'entrée en formation, visée favorablement par les Services académiques (SAIA)
- ✓ Dérogation à la durée normale de la formation, visée favorablement par les Services académiques (SAIA)
- ✓ La déclaration de dérogation aux travaux réglementés pour l'accueil des jeunes mineurs
- ✓ Convention de formation dans une tierce entreprise
- ✓ Formalisation de l'équipe tutorale
- ✓ L'attestation d'ouverture d'un compte bancaire au bénéfice de l'apprenti mineur employé par un ascendant et précisant le lien de parenté
- ✓ Et toutes autres documents obligatoires liés à l'activité ou à l'entreprise

De plus, la notice du contrat d'apprentissage précise que peuvent être demandés, à l'employeur, par les services d'enregistrement ou d'inspection en vue de la vérification de la complétude, les documents suivants :

- ✓ Le titre ou diplôme détenu par le maître d'apprentissage en rapport avec la qualification visée par l'apprenti ;
- ✓ Les justificatifs d'expérience professionnelle du maître d'apprentissage ;
- ✓ L'avis favorable du recteur d'académie, du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ou du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale lorsque le maître d'apprentissage n'a pas les titres ou diplômes requis ;
- ✓ La décision prise par le recteur d'académie, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ou le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de réduire ou d'allonger la durée du contrat ;
- ✓ La décision prise par le recteur d'académie le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ou le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de fixer le début de l'apprentissage hors période légale ;
- ✓ L'attestation d'ouverture d'un compte bancaire au bénéfice de l'apprenti mineur employé par un ascendant et précisant le lien de parenté ;
- ✓ Pour le contrat d'apprentissage conclu dans le cadre du secteur « privé », la copie de la demande de dérogation, ou la dérogation si elle a déjà été délivrée, permettant l'utilisation de machines par l'apprenti mineur ou son affectation à des travaux dangereux.